

LIGUE EUROPEENNE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE – LECE

Conférences - Commission Internationale Economique et Sociale - Bruxelles - 30/11/2017

Notes du discours d'ouverture du dîner, organisé le 30 novembre à Bruxelles avec Mme Imfried Schwimann, directrice adjointe, responsable des directions E, G et H à la Direction Générale Marché Intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME ("DG GROW").

La DG GROW est chargée des politiques de l'UE dans le domaine du marché unique, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des petites entreprises.

Mme Schwimann a présenté les dernières initiatives et mesures visant à améliorer le fonctionnement et approfondir l'intégration du marché unique des biens et des services afin de générer plus de croissance et créer davantage d'emplois. Elle a également fait des commentaires sur la politique industrielle de l'UE.

Le marché unique est l'une des réalisations les plus tangibles d'Europe. En permettant aux personnes, aux biens, aux services et aux capitaux de circuler librement, il offre de nouvelles opportunités aux citoyens et aux entreprises. La directive sur les services couvre une grande variété d'activités économiques représentant 46 % du PIB de l'UE. Même si la directive sur les services a été adoptée en 2006 et mise en œuvre par tous les pays de l'UE en 2009, il y a encore des améliorations à apporter. Une mise en œuvre plus ambitieuse de la directive sur les services pourrait entraîner un gain économique supplémentaire d'environ 2.6% du PIB de l'UE, qui aurait à son tour un impact positif sur l'emploi¹.

L'objectif est de réaliser la totalité du potentiel du marché des services en Europe en supprimant les obstacles juridiques et administratifs aux activités commerciales. La Commission européenne travaille avec les pays de l'UE afin d'améliorer le marché unique des services. Les initiatives se concentrent autour de trois grandes finalités : ouvrir de nouvelles perspectives aux consommateurs et aux entreprises, encourager la modernisation et l'innovation, garantir des bénéfices concrets aux individus.

1) Le paquet de mesures E-commerce pour aider les consommateurs et les entreprises à tirer pleinement profit du marché unique

La valeur du commerce électronique croît en Europe mais son potentiel n'est pas complètement exploité. Seulement 15 % des consommateurs achètent en ligne à partir d'un autre pays de l'UE et 8 % des entreprises vendent dans d'autres pays-membres par l'intermédiaire d'internet.

Dans le cadre de ses efforts pour débloquer le potentiel de l'e-commerce, la Commission a proposé une série de mesures, en mai 2016, afin de permettre aux consommateurs et aux entreprises d'acheter et de vendre des produits et des services plus facilement et en toute confiance à travers l'UE. Ces mesures visent à augmenter la confiance des consommateurs dans le commerce électronique, faciliter les livraisons transfrontalières et faire en sorte que les services en ligne soient disponibles à travers l'Europe avec le même contenu dans chaque pays. Elles suggèrent de réduire les pratiques de géo-blocage qui limitent le commerce transfrontalier, augmenter la transparence

¹ : <http://www.astrid-online.it/static/upload/protected/-la/-la-commission-au-sommet-europeen-des-20-et-21-mars-services.pdf>

des prix des livraisons transfrontalières et améliorer l'application des droits des consommateurs grâce à une meilleure protection et à une meilleure application des règles².

2) Un agenda européen pour l'économie collaborative

L'économie collaborative et du partage se développe rapidement partout en Europe. Elle offre de nouvelles opportunités aux citoyens et aux entreprises innovantes, mais elle crée également des tensions entre les nouveaux fournisseurs de services et les opérateurs existants bien établis sur leurs marchés. Les entreprises en place sont-elles confrontées à une concurrence déloyale? La Commission a proposé une série de mesures pour l'économie collaborative encourageant le développement des services novateurs, mais en même temps soulignant la nécessité de promouvoir les meilleures pratiques en Europe et de rassembler ensemble les entreprises pour établir des codes de conduite³.

3) Une nouvelle initiative en faveur des jeunes entreprises (start-ups) et des entreprises en expansion (scale-ups)

L'initiative réunit une série de mesures existantes et de nouvelles actions destinées à créer un cadre plus cohérent pour permettre aux jeunes entreprises de se développer et d'exercer leurs activités dans toute l'Europe. L'Europe ne manque pas d'idées innovantes ni d'esprit d'entreprise, mais les nouvelles entreprises ne survivent pas à la phase critique des premières années d'existence. Elles éprouvent des difficultés à grandir en taille, à devenir des entreprises moyennes et à créer des emplois à plus grande échelle.

Les principales propositions de la Commission sont les suivantes :

- Supprimer les obstacles au développement des start-ups à l'échelle du marché unique (tel que simplifier les déclarations fiscales) ;
- Créer de meilleures opportunités pour le partenariat, les opportunités commerciales et les compétences, en améliorant le soutien à l'innovation (apporter des investisseurs, trouver des compétences de gestion, créer des VCs et financer des fonds, ...);
- Permettre un meilleur accès au financement, notamment par la création d'un fonds pan-européen de capital-risque (via la BEI).

L'initiative met également l'accent sur la manière d'aider les entreprises à s'orienter parmi les exigences réglementaires. Les modifications apportées au programme «Horizon 2020» ouvriront la voie à la création d'un Conseil Européen de l'Innovation et consisteront notamment à mobiliser €1,6Mrd sur la période 2018-2020 pour fournir un appui suivant une approche ascendante aux projets d'innovation décisifs de jeunes entreprises qui présentent un potentiel d'expansion.

La Commission adoptera également une série de mesures visant à soutenir l'utilisation des droits de propriété intellectuelle par les PME et favoriser l'accès des start-up aux marchés publics européens, dont la valeur s'élève à €2,000Mrds⁴.

² http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-1887_fr.htm

³ http://ec.europa.eu/growth/single-market/services/collaborative-economy_fr

⁴ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-3882_fr.htm

4) la Paquet « Services »

Les services représentent deux tiers de l'économie de l'UE et génèrent 90 % des nouveaux emplois, mais le marché unique ne fonctionne pas correctement pour les services. La Commission a présenté en 2017 un paquet ambitieux et équilibré de mesures qui faciliteront les entreprises et les professionnels à fournir leurs services au sein de l'UE. L'objectif de la directive sur les services est de supprimer les obstacles à l'établissement des prestataires de services et de favoriser le développement des services transfrontaliers. L'objectif est de permettre aux entreprises et aux professionnels de fournir plus facilement des services à une clientèle potentielle de plus de 500 millions de personnes dans l'UE. Les quatre initiatives concrètes adoptées par la Commission sont⁵ :

- Une nouvelle carte électronique de services : Une procédure électronique simplifiée facilitera la tâche des prestataires de services d'entreprises (e.g, consultants, sociétés d'ingénierie, organisateurs de salons commerciaux, ...) et des services de construction pour compléter les formalités administratives requises pour fournir des services à l'étranger.
- Des orientations concernant les réformes nationales en matière de réglementation des professions afin de favoriser l'ouverture du marché des services.
- Une évaluation de la proportionnalité des règles nationales applicables aux services professionnels afin de faciliter la mobilité des professionnels dans l'UE.
- Amélioration de la notification des projets de lois nationales sur les services afin de rendre le processus plus opportun, efficace et transparent.

5) Le Paquet « Marché Public »

Chaque année, les autorités publiques de l'UE consacrent environ 14 % du PIB à l'achat de services, d'ouvrages et de fournitures (dans des secteurs tels que l'énergie, le transport, la gestion des déchets, etc.). Afin de stimuler l'investissement dans l'UE, la Commission a présenté une initiative visant à rendre les marchés publics plus efficaces tout en utilisant pleinement les technologies numériques pour simplifier et accélérer les procédures.

La stratégie des marchés publics de la Commission, adoptée en octobre 2017, « Faire des marchés publics un outil efficace au service de l'Europe » se concentre sur six priorités stratégiques visant à améliorer les pratiques des marchés publics de l'UE⁶ :

1. Faire en sorte que les marchés publics stratégiques soient plus largement adoptés ;
2. Professionnaliser les acheteurs publics ;
3. Améliorer l'accès aux marchés publics ;
4. Renforcer la transparence et l'intégrité, et améliorer la qualité des données ;
5. Stimuler la transformation numérique de la passation des marchés ;
6. Coopérer pour une passation de marchés commune.

⁵ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-23_fr.htm

⁶ <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-572-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

6) Mesures visant à améliorer le flux d'informations et à « rendre l'Europe plus accessible »

Il y a une volonté de changement de fonctionnement de la Commission afin d'améliorer la transparence et la communication auprès des entreprises et des citoyens.

Portail numérique unique

Il fournira aux citoyens et aux entreprises des informations, des procédures et des services d'assistance et de résolution de problèmes en ligne. Il est particulièrement important pour les nouvelles entreprises innovantes, confrontées à des environnements réglementaires complexes, (notamment celles actives dans le commerce électronique et l'économie collaborative) de pouvoir trouver les règles et leurs applications propres à leurs activités commerciales. Le portail numérique unique intégrera plusieurs réseaux et services qui ont été établis au niveau national et européen. Il vise à aider les citoyens et les entreprises à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le marché unique, en répondant aux besoins des utilisateurs dans un monde numérique. Il incite également les pays de l'UE à adopter des stratégies de développement de l'usage du numérique dans les administrations afin d'offrir un service public moderne et efficace.

Le Conseil a adopté sa position (orientation générale) le 30 novembre permettant de commencer les négociations avec le Parlement Européen.

Outil d'information sur le marché unique

Il permettra à la Commission d'accéder à des informations provenant des acteurs du marché qui ne sont pas accessibles autrement afin d'être alertée lorsque le marché unique ne fonctionne pas correctement et de réagir plus rapidement et plus efficacement afin de garantir le respect de tous les citoyens et des entreprises qui pourront exercer leurs droits du marché unique de manière plus efficace et plus rapide. Les citoyens et les entreprises peuvent saisir le réseau SOLVIT lorsqu'ils sont confrontés à un problème d'application du droit de l'UE.

7) La politique industrielle de l'UE

La Commission entend promouvoir l'entrepreneuriat et améliorer l'environnement des PME afin de les aider à exploiter pleinement leur potentiel dans l'économie. Les PME fournissent 85% des nouveaux emplois créés dans l'UE. Parmi les priorités principales figurent l'encouragement de l'innovation en soutenant des actions liées à la recherche et au développement, et le soutien à l'internationalisation, en développant une politique de PME en particulier pour faciliter l'accès au financement des PME.

Les PME de l'UE à la recherche de capitaux pour grossir ont tendance à se rendre aux États-Unis où le capital-investissement et le capital-risque sont plus disponibles. Les investissements dans les capitaux propres et le capital-risque restent encore limités dans l'UE dans le capital de l'UE par comparaison avec les États-Unis.

Des actions sont également prises dans les domaines technologique et industrielle et de la défense européenne, notamment par le soutien des PME dans le secteur de la défense en favorisant la recherche et l'innovation par le biais du Fonds Européen de Défense. Pour plus de détails, consulter le compte –rendu de la conférence sur la sécurité européenne et la défense que la Ligue a organisée le même jour à Bruxelles.